

ORANO ET EDF - RUSSIE

→ Mises en demeure

21 mars 2022

ENJEUX

Greenpeace reproche à EDF et Orano de ne pas avoir mis fin à leurs relations commerciales avec l'industrie nucléaire russe après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Sur le fondement du devoir de vigilance, elle leur demandait de rompre leurs contrats avec Rosatom et de ne pas contribuer à la violation des droits humains et libertés fondamentales par l'État russe.

ACTEURS

L'association Greenpeace France est à l'initiative des mises en demeure.



PRÉSENTATION DE L'AFFAIRE

Selon Greenpeace, Orano et EDF entretiennent des relations avec l'industrie nucléaire russe Rosatom. L'organisation a pointé « les interdépendances entre les filières nucléaires française et russe sont mises en évidence, de l'exploitation de l'uranium au traitement des déchets, de la construction des centrales à leur exploitation »[1] et des liens couvrant toute la chaîne de production d'énergie nucléaire civile jusqu'aux activités de recherche et développement du secteur [2].

Alors même que le Parlement européen appelait en mars 2022 les Etats membres « à mettre un terme à toute collaboration avec la Russie dans le domaine nucléaire » [3], les deux entreprises auraient poursuivi leurs relations d'affaires et commerciales avec Rosatom.

Pour Nicolas Nace, chargé de campagne Transition énergétique à Greenpeace France, « l'urgence de mettre fin, par tous les moyens pacifiques, à la guerre menée par l'Etat russe en Ukraine impose la rupture des contrats entre les industries nucléaires française et russe. La France peut freiner la dynamique d'exportation des réacteurs russes, utilisée par Vladimir Poutine à des fins géopolitiques. La préservation des intérêts de l'industrie nucléaire française ne peut se faire au mépris des droits humains » [4].

Greenpeace France relevait que : « La France [...] doit montrer l'exemple en suivant les résolutions du Parlement européen suite à la guerre en Ukraine, et prendre les rênes pour devenir leader d'une politique énergétique garantissant l'indépendance et la sécurité énergétiques de la France et de l'Europe »[5]. L'organisation soulignait : « Il est urgent de stopper tout soutien et financement – via le nucléaire et les énergies fossiles – à l'effort de guerre du régime de Vladimir Poutine qui, de surcroît, brandit la menace nucléaire. La France et les entreprises nucléaires françaises peuvent et doivent dès aujourd'hui mettre fin à leurs partenariats avec la Russie »[6].

[1]<https://www.greenpeace.fr/espace-presse/greenpeace-france-demande-a-edf-et-orano-de-rompre-immediatement-leurs-contrats-avec-lindustrie-nucleaire-russe/>

[2]https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2022/03/Decryptage-Lindustrie-nucleaire-francaise-une-alliee-du-regime-de-Poutine-Greenpeace-France-mars-2022.pdf?_ga=2.129902668.1788037097.1647852898-1999540756.1598256811

[3] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2022-0052_FR.html

[4]<https://www.greenpeace.fr/espace-presse/greenpeace-france-demande-a-edf-et-orano-de-rompre-immediatement-leurs-contrats-avec-lindustrie-nucleaire-russe/>

[5]https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2022/03/Decryptage-Lindustrie-nucleaire-francaise-une-alliee-du-regime-de-Poutine-Greenpeace-France-mars-2022.pdf?_ga=2.129902668.1788037097.1647852898-1999540756.1598256811

[6] Ibid.

